



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

Membre de

l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50 – Fax : 01 46 34 21 84

libre.pensee@wanadoo.fr – <https://www.fnlp.fr>

- COMMUNIQUÉ DE PRESSE -

A propos d'un colloque récent du CNAL

On se souvient tous du colloque du CNAL (*Comité national d'Action Laïque*) de 1972 où la FEN et le SNI acceptèrent l'entrée de la CFDT es-qualité dans ses partenaires. C'était quelques temps après le Congrès d'Épinay du *Parti socialiste*, où les socio-cléricaux entrèrent à la SFIO et firent jonction avec François Mitterrand.

Après ce colloque, l'appareil cléricalo-CFDTiste intégra en masse le nouveau PS, lors des *Assises pour le socialisme* de 1974. La hiérarchie catholique n'avait plus de craintes alors sur de possibles tentatives de reconquête de la laïcité, par ceux qui étaient programmés pour aller au pouvoir prochainement.

Ce fut aussi à ce moment-là, et il n'y avait là nul hasard, qu'en entendit se développer les théories fumeuses sur la laïcité ouverte, plurielle, etc. Les sirènes furent nombreuses alors pour séduire le « *bon peuple de gauche* » aux menées néo-cléricales. Mais la **Libre Pensée**, tel Ulysse, solidement amarrée au mât de ses principes laïques de toujours, refusait de les entendre.

Le bilan peut être tiré aujourd'hui : ceux qui ont joué du cor et de l'oliphant œcuméniques n'existent plus (*FEN* et *SNI*) et se sont couchés dans le lit de la CFDT et les autres ne sont pas au mieux de leur forme. Le *PS* a subi une déroute historique et les adeptes de la « *main tendue* » sont à peu près dans le même état de déconfiture.

C'est dire si se pencher sur le récent colloque du CNAL de juin 2018 permet de voir le chemin parcouru par les uns et par les autres. Le moins que l'on puisse dire est qu'en matière de syndicalisme dans l'enseignement (le point d'appui d'hier du CNAL), la situation a été bouleversée. La *FEN* s'est liquidée, la *FSU* est apparue en prenant la première place et *FO*, et dans une moindre mesure la *CGT*, a conquis des positions très importantes de la maternelle à l'université.

Quant au mouvement laïque, là aussi la vie est passée. Du fait de la position du CNAL après ses amours avec la CFDT, on a connu un éclatement, une dispersion, une atomisation, l'apparition d'OVNI « *laïques* » qui, tels des météores, brillent de leurs mille feux et disparaissent à plus ou moins brève échéance.

Quant à la **Libre Pensée**, dont la disparition était programmée par les « *grands* » du petit monde laïque « *officiel* », elle tint bon, fut isolée, pris des coups. Mais elle tint ferme dans les difficultés. Et patiemment, elle renoua les contacts, pris des initiatives pour se développer et reprit sa place

comme moteur du combat laïque. Les liens ont été retissés avec les organisations « *historiques* », sauf avec le **Grand Orient de France**. Mais là aussi, *o tempora o mores* ! Les choses finiront fatalement par changer.

La **Libre Pensée** était donc présente pour écouter et analyser. Ce colloque était axé sur un sondage réalisé auprès de 650 enseignants. Il convient donc de garder un certain relativisme sur le résultat, bien que cela semble beaucoup plus « *scientifique* » que les « *fameux* » rapports **Obin** et **Clavreul** qui furent à la fiabilité statistique ce que naguère la station **Mir** fut à la sécurité : une donnée aléatoire pour le moins.

Un sondage à l'inverse des thèses dominantes de la pensée unique

Ce sondage ne va pas du tout dans le sens du « *déclinisme et catastrophisme* » actuels en matière de laïcité, tels que nous le claironnent tous les matins les réseaux de **Manuel Valls**. Au contraire, ce travail commandité par le **CNAL** indique que la situation est globalement apaisée et que la question des signes religieux, dont le foulard islamique, est réglée globalement. Des procédures disciplinaires sont engagées dans un cas signalé sur cinq. L'enseignement n'est pas majoritairement contesté, on est loin des hordes barbues et barbares prenant d'assaut les programmes scolaires. Les actes discriminatoires sont très minoritaires, notamment ultra-minoritaires en matière de religion.

Il est aussi intéressant de voir qu'il y a un refus majoritaire des parents d'élèves de « *signer* » la **Charte de la laïcité** pour les faire « *adhérer* » à une sorte d'idéologie d'État : 56% dans le Primaire et 68% dans le Secondaire. De même, il apparaît une certaine saturation de la part des enseignants et un rejet passif des commémorations-gadgets autour du **9 décembre** (anniversaire de la loi de 1905). Cette tentative « *d'embrigadement* » institutionnel ne prend pas dans les établissements scolaires.

Le vrai problème est social et non celui de la laïcité

Pour le reste, la société est en crise. Comment l'École publique ne le serait pas ? L'étude commandée par le **CNAL** montre que le fond du problème est social et que la laïcité est une réponse institutionnelle et non économique. La laïcité ne peut régler des problèmes qui ne sont pas de son ressort.

Le capitalisme porte en lui la crise et les affrontements sociaux, comme la nuée porte l'orage, pourrait-on paraphraser. La laïcité n'a pas à être questionnée ou interrogée sur la ghettoïsation des quartiers dans cette situation comme le font notamment les partisans de **Manuel Valls**. Le faire amène inéluctablement à des réponses communautaristes et xénophobes. Pour ces gens-là, il ne faut surtout pas poser le problème des fonds publics volés à l'Enseignement public, ce qui l'empêche de mener sa mission pleinement.

La réactivité répulsive de « *musulmans* » à l'École est le produit direct de la pression extérieure de la discrimination, ce qui met les « *nerfs à vifs* » pour certains. D'un côté, on pointe de manière permanente les « *musulmans* » en indiquant qu'ils ne sont pas des citoyens comme les autres, et de l'autre, les « *bonnes âmes* » s'effraient, quand ils réagissent. Toute action entraîne nécessairement une réaction.

Banales banalités

Bien entendu, dans ce genre de raout, certains y vont de leurs poncifs. Ils sont là pour cela. Ainsi, un « chercheur » a trouvé la clé du champ de tir : « *Il faudrait être jacobin sur les valeurs et girondin sur les organisations* ». Encore une fois, la machine à débiter des sornettes est enclenchée. La différence entre le « *Jacobinisme* » et le « *Girondisme* » n'a rien à voir avec la centralisation et la décentralisation. Ce fut uniquement la question de la guerre extérieure qui fit la différence au moment de la **Révolution française**.

Rappelons qu'il n'y eut jamais rien de plus « *décentralisé* » que la **Constitution jacobine de 1793** qui faisait que les lois étaient acceptées, quand les sections de vote de base les avaient approuvées. Et aussi que la loi jacobine de 1884 (**Loi Goblet**) sur l'organisation des Communes faisait des municipalités la base de la démocratie républicaine.

Lors de ce colloque, le *SNPDEN-UNSA* (Personnel de direction des établissements scolaires) distribuait une brochure sur son activité. Deux pages étaient consacrées à : « *La Laïcité dans l'académie de Strasbourg : une autre manière d'appliquer le principe de laïcité* ». On y lit que le **statut clérical d'exception d'Alsace-Moselle** n'a rien d'antilaïque, au contraire ! Et que l'Islam est invité à la grande table de l'enseignement des religions à l'École publique. « *Nous sommes tous Frères en Jésus-Christ* » n'est-il pas ?

Vous avez dit : laïcité ?

Bien sûr, des propos sur l'ignorance des enseignants sur la laïcité furent tenus. Il y eut même la revendication que les enseignants deviennent des « *militants de la laïcité* ». Ce sont des fonctionnaires, pas des militants. Mais comment s'interroger sur le rôle des enseignants en matière de laïcité, quand l'autorité supérieure (le gouvernement) la viole tous les matins ? On reporte ainsi sur **l'administratif** ce qui relève des turpitudes de **l'Exécutif** et du **Législatif**.

La question des lois antilaïques et des 12 milliards de fonds publics détournés chaque année pour l'enseignement catholique sera sans doute abordée ultérieurement (il n'y a que la foi qui sauve !) Il est intéressant de voir qu'à l'occasion de la décision gouvernementale d'obligation scolaire en maternelle, le *CNAL* avait posé publiquement la question du financement public de l'enseignement privé. Ce problème fondamental ne pourra pas rester encore longtemps sous le boisseau. On peut compter sur la **Libre Pensée** pour agir en ce sens.

Ce colloque du *CNAL* est-il un tournant qui appelle une refondation ? Ou une manière de tout changer sans rien changer ? L'avenir ne tardera pas à répondre à cette question. **La Libre Pensée entend continuer son action de défense de la loi de 1905, en toute indépendance, mais aussi pour réaliser l'union laïque**. Nous le verrons dans les décisions qui seront prises lors de son Congrès national d'août 2018 à Saint-Herblain en Loire-Atlantique.

Rejoignez

L'APPEL DES LAÏQUES

Pour le respect de la laïcité

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2016N49240>

Prenez contact avec la LP dans les Bouches du Rhône :

**FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DE LA
LIBRE PENSÉE DES BOUCHES DU RHÔNE**

Site Internet : <http://www.lp-13.org>

e-mail : federation@lp-13.org

Pour tout courrier : B. P. 40078 - 13 192 MARSEILLE CEDEX 20

